

Les attributions du collaborateur seront exercées sous l'autorité et dans le cadre des instructions données par son supérieur hiérarchique ou toute autre personne désignée par lui.

A la demande de la société, le collaborateur s'engage à suivre les formations nécessaires à l'exécution de son contrat de travail.

Le salarié consacrera tous ses moyens les plus diligents et tout son temps à la bonne exécution de sa tâche pendant le temps nécessaire au bon exercice de ses fonctions.

Les missions et les tâches du collaborateur ne sont pas décrites de façon exhaustive. En fonction de l'activité ou de l'organisation interne de la Société IC'ALPS, ou des changements affectant son secteur d'activité, les missions et les tâches du collaborateur, relevant de son emploi, pourront évoluer ou être modifiées, ce qu'il reconnaît et accepte. Ce poste de travail ne figure pas sur la liste des postes dangereux.

ARTICLE 4 - REMUNERATION ET HORAIRES

En contrepartie de ses services, le collaborateur percevra une rémunération d'un **montant forfaitaire annuel brut de : 54 984 € (cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-quatre euros)**, versée en douze mensualités de 4 582 € chacune.

Cette rémunération, du fait de la latitude dont il disposera pour l'organisation de ses missions, la réalisation de ses objectifs ainsi que ses horaires de travail, est établie pour 218 jours de travail par an, incluant un jour au titre de la journée de solidarité, déduction faite de jours de Réduction du Temps de Travail (nombre variable selon l'année civile). La société se garde la possibilité de fixer la moitié des jours de Réduction du Temps de Travail pour l'ensemble des collaborateurs chaque année civile.

Compte tenu de la position du collaborateur, de la nature de ses fonctions, il est expressément convenu que cette rémunération constitue la contrepartie forfaitaire de son activité pour le bon accomplissement de sa mission.

Le collaborateur s'engage à respecter les durées minimales de repos : 11 heures par jour et 35 heures consécutives par semaine.

ARTICLE 5 - FRAIS PROFESSIONNELS

Les frais engagés par le collaborateur dans l'exercice de ses fonctions seront sur justificatifs, pris en charge ou remboursés aux conditions et selon les modalités en vigueur au sein de la Société, lesquelles pourront être éventuellement modifiées dans le temps sans que cela constitue une modification substantielle du présent engagement.